



One Firm Worldwide™



## Terres excavées : régime juridique et responsabilités

UCIE - Séminaire du 19 octobre 2010 - Paris

Françoise Labrousse

Avocat Associé, Spécialiste en droit de l'environnement, Jones Day Paris

# INTRODUCTION

- **Définition technique des terres excavées**

- Disponible sur le portail des sites et sols pollués :

*« Tout type de matériau naturel extrait du sol, mis au jour généralement par des travaux, y compris l'horizon (les horizons) superficiels(s), l'horizon (les horizons) sous-jacent(s), la roche mère altérée et la roche mère elle-même » (ISO 11074-4 : 1999)*

- **Quid de leur qualification juridique en tant que déchets ?**

- **Impact sur le régime de responsabilité applicable (autorité compétente / personne responsable)**

# SOMMAIRE

- I Les terres excavées en droit communautaire
- II Les terres excavées en droit français
- III Rappel des responsabilités

# I. Les terres excavées en droit communautaire

## ■ Qualification de déchets par la jurisprudence

- **CJUE, Affaire C-1/03 *Van de Walle*, 7 septembre 2004**

- ✓ Qualification juridique de déchets au sens de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets

- des hydrocarbures déversés de façon non intentionnelle et à l'origine d'une pollution des terres et des eaux souterraines
- des terres polluées par des hydrocarbures, y compris lorsque ces terres n'ont pas été excavées.

- **CJUE, Affaire C-194/05 *Commission c/ Italie*, 18 décembre 2007**

- ✓ Qualification juridique de déchets au sens de la directive du 15 juillet 1975 précitée de terres et roches non polluées excavées destinées à être réutilisées pour des travaux d'endiguement, de comblement, ou comme des remblais et des granulats

# I. Les terres excavées en droit communautaire

## ■ Clarification législative

- Directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets (Directive Cadre Déchets)

- ✓ Exclusion de son champ d'application :
  - les sols (in situ), y compris les sols **pollués non excavés** et les bâtiments reliés au sol de manière permanente
  - les sols **non pollués** et autre matériaux géologiques naturels **excavés** au cours d'activités de construction lorsqu'il est certain que les matériaux seront utilisés aux fins de construction dans leur état naturel **sur le site même de leur excavation**
- ✓ *A contrario*, les **sols excavés pollués et non-pollués (lorsque ces derniers ne sont pas réutilisés sur site aux fins de construction)** sont des **déchets** au sens du droit communautaire
- ✓ Abrogation implicite de la solution de *Van de Walle* et abrogation partielle de la solution de *Commission c/ Italie*



# SOMMAIRE

- I Les terres excavées en droit communautaire
- II Les terres excavées en droit français
- III Rappel des responsabilités

## II. Les terres excavées en droit français

### ■ Textes applicables

- **Directive Cadre Déchets**

- ✓ En cours de transposition en droit français (date limite de transposition : 12 décembre 2010)
- ✓ Par voie d'ordonnance du gouvernement adoptée sur le fondement de l'article 256 de la loi Grenelle II (habilitation législative parlementaire conformément à l'article 38 de la Constitution française)
- ✓ Projet d'ordonnance non encore publié (modifiant les articles L. 541-1 et s. du Code de l'environnement relatifs aux déchets)
- ✓ Adoption de la qualification juridique retenue par la Directive Cadre Déchet
- ✓ Toutefois, les terres excavées « polluées » réutilisées sur site dans le cadre d'une remise en état ne seraient pas des déchets

## II. Les terres excavées en droit français

### ■ Textes applicables

- **Dispositions du Code de l'environnement relatives aux déchets**
  - ✓ Régime de police et de responsabilité administrative
  - ✓ Acteurs : producteur ou détenteur de déchets
  - ✓ Définition des obligations en matière de déchets
  - ✓ Autorité compétente : compétence principale du maire
- Modification du régime général compte tenu de la transposition de la Directive Cadre Déchets
- Projet de modification de l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations



## II. Les terres excavées en droit français

### ■ Textes applicables

- **Dispositions du Code de l'environnement relatives à la remise en état d'une installation classée pour la protection de l'environnement**
- Circulaire du 1<sup>er</sup> mars 2005 relative à l'inspection des installations classées - sites et sols pollués. Conséquences de l'arrêt de la CJCE dit «Van de Walle »
- Méthodologie en matière de sites et sols pollués du Ministère chargé de l'environnement (Circulaires du 8 février 2007)
  - ✓ Application en cas de réutilisation sur site de terres excavées dans le cadre de la remise en état d'un site (Plan de gestion)
- Projet de circulaire « Sites et sols pollués – Réutilisation des terres excavées » (obsolète)

## II. Les terres excavées en droit français

### ■ Jurisprudence

- **Application de *Van de Walle***
  - CAA Versailles, 10 mai 2007, *Cne de St Chéron*
- **Articulation entre les polices en matière de déchets et d'installations classées pour la protection de l'environnement**
  - CE, 11 janv. 2007, *MEDD c/ Sté Barbazanges Tri Ouest* - Confirmation de l'existence de deux blocs de compétence
- **Compétence résiduelle du préfet en cas de carence du maire**
  - CA Lyon, 17 juin 2008, *Dhivert*

# SOMMAIRE

- I Les terres excavées en droit communautaire
- II Les terres excavées en droit français
- III Rappel des responsabilités

### **III. Rappel des responsabilités**

#### **A. Détermination du régime de responsabilité administrative applicable**

- Les trois critères à prendre en compte :
  - ✓ Excavation ou non
  - ✓ Terres polluées ou non
  - ✓ Réutilisation sur le site même de l'excavation aux fins de construction

### III. Rappel des responsabilités

#### A. Détermination du régime de responsabilité administrative applicable

- Application de la responsabilité en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (méthodologie officielle du 8 février 2007) :
  - ✓ Terres en place non excavées ou
  - ✓ Terres excavées réutilisées sur site



Mise en œuvre de servitudes



### III. Rappel des responsabilités

#### A. Détermination du régime de responsabilité administrative applicable

- Application de la responsabilité en matière de déchets :
  - ✓ Terres excavées polluées ou non, et
  - ✓ Eliminées ou réutilisées hors site



Arrêté du 15 mars 2006 sur les déchets inertes (en cours de modification) : vise les « *terres provenant de sites contaminés après procédure d'acceptation préalable* »

### III. Rappel des responsabilités

#### B. Les responsabilités administrative et pénale en matière de déchets

##### ■ Les sanctions

- Principe de mise en demeure préalable
- Principe du cumul des sanctions administratives et pénales
- Compétence principale du maire
- **Sanctions administratives générales** (exécution des travaux d'office et consignation) en cas de :
  - ✓ Pollution / risque de pollution des sols
  - ✓ Abandon, dépôt de déchets, traitement non-conformes à la législation
  - ✓ Exportations et importations illicites de déchets (articles L.541-40 et s. du Code de l'environnement)
- **Sanctions pénales spécifiques** (Code de l'environnement) et découlant du droit pénal général (mise en danger d'autrui ...)

# III. Rappel des responsabilités

## C. La responsabilité civile

### 1. Responsabilité délictuelle

#### ■ Responsabilité pour faute

- Réunion de 3 éléments : une faute, un préjudice et un lien de causalité entre la faute et le préjudice
- Fondements : articles 1382 et 1383 du Code civil
  - ✓ Repose sur la faute
  - ✓ Action, négligence ou imprudence
- La faute peut résulter de la violation de la réglementation en matière de déchets
  - ✓ Jurisprudence *SCAEL* (C. Cass, 16 mars 2005)
- Le respect des obligations administratives n'exclut pas la responsabilité délictuelle

# III. Rappel des responsabilités

## C. La responsabilité civile

### ■ Responsabilité sans faute

- Responsabilité pour trouble de voisinage (odeurs...)
- Responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde
  - ✓ Fondement : article 1384, alinéa 1 du Code civil (en particulier, en matière de déchet, car le déchet peut être une « chose » au sens dudit article)
  - ✓ Responsabilité sans faute du « gardien » de la chose
  - ✓ Conditions
    - Recherche du gardien
    - Lien de causalité entre la chose et le préjudice
    - Exonération en cas de faute de la victime / partage de responsabilité
- Transfert de la garde de la chose (Ex : déchets ou substances ayant causé une pollution)

# III. Rappel des responsabilités

## C. La responsabilité civile

### 2. Responsabilité contractuelle

- Application en matière de déchets
  - Chaîne d'élimination des déchets : responsabilité du producteur / transporteur / éliminateur
  - Bailleur / preneur
  - Vendeur / acquéreur d'un terrain sur lequel sont entreposés des déchets
- Application en cas de cession de sites industriels potentiellement pollués
  - Obligation d'information de droit commun
  - Erreur et dol
  - Garantie des vices cachés





**Merci de votre attention !**

Françoise Labrousse  
Jones Day  
2 rue Saint-Florentin  
75001 Paris  
Tél. : 01 56 59 39 39  
[flabrousse@jonesday.com](mailto:flabrousse@jonesday.com)